

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le **04 JAN. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EURO BENGAL ORGANISATION

1 rue du camp
51230 Connantray-Vaufroy

Références : D2i n° 2023-933
Code AIOT : 0003012297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement EURO BENGAL ORGANISATION implanté 1 rue du camp 51230 Connantray-Vaufroy. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURO BENGAL ORGANISATION
- 1 rue du camp 51230 Connantray-Vaufroy
- Code AIOT : 0003012297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Euro Bengale exploite à Connantray-Vaufroy (51 230) un dépôt d'articles pyrotechniques, classé Seveso seuil haut au sens de l'article R.511-10 du Code de l'Environnement par dépassement direct dans la rubrique 4220 (stockage de produits explosifs) de la nomenclature des installations classées. Le site est composé d'une zone vie et d'une zone pyrotechnique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des échéances des visites précédentes ;
- Système de gestion de la sécurité (SGS)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de gestion de la sécurité (SGS)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Vérification et maintenance	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 7.1.2	/	Sans objet
6	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 7.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier la mise en place des mesures demandées suite aux visites d'inspection du 21/12/2021 et du 29/06/2022.

L'inspection, avec le concours de l'exploitant, a pu vérifier la mise en œuvre opérationnelle des mesures d'organisation et les procédures mentionnées dans la dernière étude des dangers du site, lors d'un exercice.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité et souligne que les mesures mises en œuvre sont efficaces et permettent de répondre aux enjeux de sécurité et de sûreté pour cette typologie d'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de gestion de la sécurité (SGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/04/2022
Prescription contrôlée : Point 3 - Annexe I relatif à la maîtrise des procédés et maîtrise d'exploitation de l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

Lettre préfectorale en date du 11/03/2022: répondre aux objectifs de maîtrise d'exploitation du SGS par la mise en place de procédure en mode dégradé.
Constats : Suite à la visite du 21/12/2021, l'exploitant a mis en place une procédure en mode dégradé afin de répondre aux objectifs de maîtrise d'exploitation du SGS. Un enregistrement du mode dégradé est également prévu. Ce constat n'appelle pas de remarque de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2022
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; d'un extincteur à eau dans chaque igloo ou pavillon ; d'extincteurs répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; de 12 poteaux incendie, de 12 réserves d'eau de 53 m3 chacune, semi-enterrées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Lettre préfectorale en date du 21/07/2022: étant donné que l'ensemble des bâtiments ne sont pas utilisés, mettre en place une procédure de mise en service d'un bâtiment de stockage accompagné d'un enregistrement pour toute mise en service de bâtiment. Cette procédure devra explicitement interdire tous stockages si l'ensemble des dispositifs électriques, de prévention et de lutte contre l'incendie ne sont pas mis en place, contrôlés et conformes à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats : Suite à la visite du 29/06/2022 et à la lettre préfectorale en date du 21/07/2022 qui précisait que l'ensemble des bâtiments ne sont pas utilisés, l'exploitant a mis en place une procédure de mise en service d'un bâtiment de stockage accompagné d'un enregistrement pour toute mise en service de bâtiment. Cette procédure interdit tous stockages si l'ensemble des dispositifs électriques, de prévention et de lutte contre l'incendie ne sont pas mis en place, contrôlés et conformes à la réglementation en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2022
Prescription contrôlée : <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection incendie.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Lettre préfectorale en date du 21/07/2022: mettre en place une procédure de contrôle des détecteurs incendie et un enregistrement de ces contrôles afin de s'assurer que l'ensemble des bâtiments a bien été vérifié a minima une fois par semestre.</p>
Constats : <p>Suite à la visite du 29/06/2022, l'exploitant a mis en place une procédure de contrôle des détecteurs incendie et un enregistrement de ces contrôles afin de s'assurer que l'ensemble des bâtiments soit vérifié a minima une fois par semestre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et maintenance périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, sur lequel sont également mentionnées les</p>

suites données à ces vérifications.

Lettre préfectorale en date du 21/07/2022:

étant donné que l'ensemble des bâtiments ne sont pas utilisés, mettre en place une procédure de mise en service d'un bâtiment de stockage accompagné d'un enregistrement pour toute mise en service de bâtiment. Cette procédure devra explicitement interdire tous stockages si l'ensemble des dispositifs électriques, de prévention et de lutte contre l'incendie ne sont pas mis en place, contrôlés et conformes à la réglementation en vigueur.

Il est conseillé à l'exploitant de demander à son bureau de contrôle de mettre une annotation relative à l'utilisation ou non des bâtiments contrôlés.

Constats :

Les contrôles des extincteurs et des réserves incendie ont été réalisés en 2023. Aucune non-conformité n'est relevée.

Suite à la visite du 26/06/2022 et à la lettre préfectorale en date du 21/07/2022, l'exploitant a demandé à son bureau de contrôle de mettre une annotation relative à l'utilisation ou non des bâtiments contrôlés. Il est constaté que cela est mis en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 71.2

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Le jour de la visite, il est constaté que l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, ainsi qu'un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Il n'est pas constaté de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 71.4

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Constats :

L'inspection a proposé à l'exploitant de réaliser un exercice afin de vérifier la mise en œuvre des mesures d'organisation et les procédures mentionnées dans la dernière étude de dangers. Ainsi, il a été choisi de simuler la réception et la mise en stockage de produits en provenance d'un client.

Le jour de la visite, l'exploitant a montré à l'inspection:

I. la phase préparatoire contenant:

- la création du registre client ;
- l'enregistrement d'une demande d'expédition de produits vers ses installations de stockage ;
- le contrôle de la conformité des produits par rapport aux autorisations du site ;
- la création de la commande et l'affectation des stockages en fonction des caractéristiques des produits à réceptionner et des capacités de stockage dans chaque dépôt ;
- la prise de rendez-vous pour réception des produits.

II. l'accueil du transporteur à l'entrée du site:

- vérifications administratives et techniques, notamment aux exigences du règlement européen ADR ;
- vérification de la température des freins et de l'état général du camion ;
- vérification du chargement ;
- rappel des règles inhérentes à l'installation.

III. la mise en stockage en zone pyrotechnique:

- accompagnement du camion et de son chauffeur jusqu'au stockage dédié par le personnel Eurobengale ;
- déchargement du camion et mise en stockage par le personnel Eurobengale uniquement (le chauffeur reste dans le camion et n'est pas autorisé à descendre de celui-ci) ;
- contrôle des palettes par rapport au bon d'expédition ;
- enregistrement et identification des palettes ;
- accompagnement du camion et de son chauffeur jusqu'à la sortie du site par le personnel Eurobengale ;
- transmission au client du rapport de la livraison effectuée.

Afin de garantir le bon déroulement de chaque étape et de prévenir les accidents/incidents, l'exploitant a développé son propre outil de gestion. Le personnel ne peut pas agir sans le contrôle du directeur de site. L'inspection souligne que les outils présentés sont efficaces, répondent aux enjeux et aux besoins de l'exploitation, et permettent de garantir la traçabilité des produits au sein du site ainsi que la sûreté de cette installation, y compris en cas de non-conformité des produits reçus.

Type de suites proposées : Sans suite